

VEUT-ON FAIRE TAIRE LA JEUNESSE ?

Le CRAJEP Hauts-de-France, tête de réseau régionale de jeunesse et d'éducation populaire, appelle à entendre les revendications de la jeunesse plutôt qu'à réduire sa mobilisation à une question d'ordre public !

Depuis plusieurs jours, des lycéen·nes et des étudiant·es se mobilisent dans plusieurs territoires en France. Leurs revendications portent sur leurs conditions d'études, les moyens accordés à l'éducation, leur avenir et, plus largement, sur les choix qui structurent leur quotidien et leur société. Des mobilisations qui témoignent d'une jeunesse qui s'interroge, qui conteste et qui entend prendre part au débat public.

Face à cette mobilisation, nous constatons pourtant que l'attention se porte rapidement sur les blocages, les tensions ou les éventuels débordements, au risque de faire disparaître du débat les revendications portées par les jeunes eux-mêmes. Lorsque la parole de la jeunesse devient visible dans l'espace public, la première réponse ne peut être de chercher à la contenir ou à la disqualifier.

Une jeunesse qui s'exprime n'est pas une jeunesse à faire taire

Le CRAJEP Hauts-de-France considère que la contestation fait partie de la vie démocratique. **S'exprimer, interpellier les pouvoirs publics, débattre, manifester ou remettre en question les décisions prises sont autant de manières de prendre part à la vie collective.**

Nous ne prétendons pas parler à la place des jeunes. Nous défendons au contraire leur capacité à porter eux-mêmes leurs revendications et à être considérés comme des interlocuteurs à part entière.

C'est le sens du travail mené par Provox Hauts-de-France, dispositif de participation citoyenne animé par le CRAJEP, qui permet aux jeunes de 15 à 30 ans de se saisir des enjeux qui les concernent, de formuler des propositions et de dialoguer directement avec les acteurs publics. À travers le dialogue structuré territorial, les rencontres et les temps de participation organisés dans les territoires, Provox HdF défend une conviction simple : les jeunes ne doivent pas seulement être consultés sur les politiques qui les concernent, ils doivent pouvoir contribuer à leur construction.

Bien sûr, les violences et les dégradations ne doivent pas être banalisées. Mais elles ne doivent pas davantage conduire à invisibiliser l'ensemble d'une mobilisation ni à réduire une génération entière à quelques images de tensions. Derrière les blocages et les manifestations, il y a des jeunes qui demandent à être entendus sur leur quotidien, leur avenir et la société dans laquelle ils souhaitent vivre.

Notre attachement à une démocratie qui fait une place aux jeunes

Pour le CRAJEP Hauts-de-France, la citoyenneté ne peut se limiter à demander aux jeunes de respecter des règles ou de participer à des dispositifs conçus pour eux. Elle suppose aussi de leur reconnaître une capacité d'initiative, de critique et d'action.

L'éducation populaire nous apprend que la participation ne se décrète pas : elle se construit en donnant aux personnes les moyens de comprendre, de s'exprimer, de débattre et d'agir collectivement !

Cela implique d'accepter que la parole des jeunes puisse déranger. Une jeunesse engagée n'est pas toujours une jeunesse consensuelle. Elle peut questionner les décisions publiques, interpeller les institutions et demander des comptes. C'est précisément cette capacité à faire entendre des désaccords qui contribue à faire vivre la démocratie.

Alors que les pouvoirs publics affirment régulièrement vouloir renforcer la participation des jeunes, il serait paradoxal de ne reconnaître leur parole que lorsqu'elle s'exprime dans les cadres institutionnels prévus à cet effet.

Écouter plutôt qu'étouffer

Le CRAJEP Hauts-de-France appelle donc les pouvoirs publics à ne pas répondre à la mobilisation de la jeunesse par la seule logique de l'ordre public, mais à ouvrir enfin de véritables espaces d'écoute et de dialogue.

Nous demandons que les revendications portées par les lycéen·nes et les étudiant·es puissent être entendues, débattues et prises en considération, y compris lorsqu'elles s'expriment dans la contestation.

Nous appelons également à **renforcer les espaces de participation** permettant aux jeunes de **contribuer directement à la construction des politiques publiques qui les concernent**, dans les établissements scolaires et universitaires, dans les territoires, dans les associations et auprès des institutions.

Le CRAJEP Hauts-de-France réaffirme son attachement à une démocratie dans laquelle les jeunes ne sont pas seulement un public à accompagner, mais des citoyen·nes à part entière, capables de prendre la parole, de proposer, de contester et de participer à la construction de l'avenir collectif.

Le CRAJEP Hauts-de-France

CONTACT PRESSE

contact@crajepfdf.org

Stéphane DEPOILLY, directeur

06 95 68 94 28

Pauline ROBERT, coordinatrice
participation citoyenne

07 82 44 77 24

[@crajepfdf](https://www.crajepfdf.org)